

Rapport moral année 2010

Nous voilà tous réunis aujourd'hui pour ce moment important de l'exercice associatif, nous rappelant combien le temps passe souvent plus vite que nous le souhaiterions. Notre mode de vie dicté par l'immédiateté, notre souci constant de combler le moindre vide, nous laisse peu de temps pour poser un regard sur le chemin parcouru. Je vous propose de saisir l'occasion de cette Assemblée Générale pour faire un tour d'horizon des différentes évolutions qu'a connues l'A.P.R.E. depuis septembre 2008.

Un nouveau cap institutionnel, une nouvelle dynamique, voilà résumé en sept mots le travail auquel nous nous sommes attelés, Monsieur Ahmed RAMDANE et moi-même. Je ne reviendrai pas sur le contenu, déjà abordé l'an passé, sinon de préciser qu'il s'agissait de remettre en synergie des compétences techniques en matière éducatives et sociales, avec une réflexion politique et citoyenne. Nous touchons là à ce qui donne sens à la dimension associative.

Si je regarde aujourd'hui la situation de notre association, je fais le constat que jamais nous n'avons été aussi présents auprès de nos partenaires, dans les cellules de veille, jusque sur des territoires pour lesquels nous n'avons pas reçu de convention. Les compétences techniques de l'A.P.R.E. sont régulièrement sollicitées pour apporter une aide dans des domaines tels que le budget, le montage de projets, le droit, etc...Le service du SAIRE, qui était en souffrance, a retrouvé une qualité de production dans un cadre financier maîtrisé. Quant à la Prévention Spécialisée, elle a poursuivi le développement de ses chantiers éducatifs, et des espaces de paroles auprès des adultes, mais aussi auprès des jeunes. Chacun des salariés doit donc être remercié pour sa propre contribution.

Ces résultats sont à mettre aussi à l'actif d'une nouvelle politique managériale, à laquelle j'apporte mon soutien le plus entier. Au lendemain d'une période trouble, il convenait de retrouver de la sérénité, sans pour autant nier certaines réalités, les mutations de notre société et les compressions budgétaires. De-même, je n'oublie pas l'enthousiasme de nos deux chefs de services, Shirley et Abdélaziz, qui sont d'un soutien sans faille auprès du Directeur, et qui ne mesurent pas leur temps passé au sein de notre structure.

Le Conseil d'Administration a été mis aussi à contribution, afin de retrouver la dimension politique qui lui revient. Au préalable, il convenait de reconsidérer notre mode de fonctionnement et les délégations au Directeur. Aujourd'hui, les champs d'intervention et les responsabilités sont clairement identifiés.

Trois commissions ont été mises en place afin de répondre à ces différentes préoccupations. La première s'est penchée sur nos statuts afin d'apporter les corrections nécessaires. Une seconde avait pour mission d'élaborer un site Internet, afin que notre Association puisse développer sa communication. Ce travail a été réalisé en collaboration avec le chantier multimédia de l'association AIPPAM. Enfin, une troisième commission prenait en charge l'animation de notre association. Axe majeur de la mise en exergue de l'exercice militant, elle a mis en place différents temps de rencontre autour de problématiques ou faits d'actualités qui nous interpellent. Nous avons eu alors des échanges de qualité autour de la construction identitaire, des discriminations, et de la proposition de loi du Député-Maire de Nice, en vue de l'abaissement de l'âge de la majorité pénale. S'informer, se former, débattre, interpeler, nous mettons là en actes les éléments de notre projet associatif. Nous entendons poursuivre et développer ces temps forts qui, à l'instar des espaces de paroles mis en place pour les jeunes et les parents, sont vecteurs d'émancipation citoyenne.

Nous avons donc bousculé beaucoup de choses depuis 2008. Ce nouveau souffle retrouvé, cette nouvelle dynamique, suscite de l'intérêt mais aussi quelques inquiétudes. Certains s'interrogent sur notre parcours, nos objectifs...je souhaite rappeler ici combien nous entendons défendre les valeurs qui nous animent. Rien ne se fait, rien ne se décide sans que nous nous interroguions sur la cohérence avec le projet de l'APRE. Nous avons à cœur d'apporter notre contribution à la construction d'une société moins individualiste, qui accepte de prendre en compte les souffrances qu'elle génère. Mais aujourd'hui, une association militante se doit aussi d'intégrer dans sa réflexion les réalités d'un contexte économique moins favorable qu'hier. Pragmatisme et militantisme ne sont pas antinomiques. Ces deux approches sont, à mon sens, ce qui ouvre des perspectives au secteur associatif et à l'APRE en particulier.

En évoquant un contexte économique moins favorable, chacun de nous sait combien la crise n'a pas fini de faire des ravages auprès de publics fragilisés. Les indicateurs de pauvreté, le nombre de demandeurs d'emploi, le mal-être des Français, nous rappellent combien la route est encore longue et semée d'embûches. Mais peut-on encore dire aujourd'hui que la crise est présente pour tout le monde ? N'y a-t-il pas quelque chose d'indécent à annoncer le doublement des bénéfices en 2010 pour les entreprises du CAC 40 (journal La Tribune du 9 mars 2011), ou encore à vanter les très bons résultats du secteur bancaire, quand dans le même temps l'on vient rappeler au citoyen lambda qu'il faudra encore faire des efforts, et que moins de moyens seront dévolus pour répondre à ses besoins et venir l'accompagner dans ses difficultés passagères. Aujourd'hui les associations subissent elles aussi de plein fouet les contractions budgétaires. Elles ne peuvent espérer s'en sortir que si elles réussissent l'exercice d'une analyse financière fine, afin de trouver de nouveaux équilibres entre les besoins et les ressources. C'est là une tâche certes captivante pour qui aime les chiffres, mais c'est aussi et surtout un travail harassant, quotidien, qui relève de compétences particulières et d'un sens de l'anticipation et de l'analyse. Je ne peux que me

réjouir de constater combien cette mission est remplie avec brio par notre Directeur et notre Comptable, c'est une chance pour notre association.

La gestion administrative et financière, le management des associations comme la nôtre, nécessite aujourd'hui beaucoup plus de technicité. Elles doivent s'inscrire dans des logiques d'appel à projets, de production de bilans, de mise en place d'une évaluation. L'avenir appartiendra aux structures qui auront su se doter de moyens humains et techniques, leurs permettant de répondre à ces exigences. C'est là une véritable inquiétude pour le secteur associatif, qui se voit contraint dans le même temps sur le plan financier.

A cela, il me faut aussi attirer votre attention sur les discussions en cours sur la convention collective du 16 mars 1966. Une réforme de celle-ci qui *in fine* se traduirait par une sous-qualification et une sous-rémunération est purement et simplement inacceptable. La tentation est toujours grande de regarder « l'autre », celui qui coûte toujours trop cher. Bien sûr, il appartient à chaque structure de rechercher d'éventuelles sources d'économies. En la matière, j'estime que nous n'avons pas à rougir de ce qui a été entrepris, le bilan financier parle de lui-même. L'intervention sociale et éducative nécessite compétences et qualifications, celles-ci induisent un niveau de rémunération.

Non au travail social « low cost » !

Nous serons vigilants quant à l'évolution des discussions, ainsi qu'au respect de cette convention par nos partenaires financiers.

Enfin, je ne peux pas terminer ce rapport moral sans évoquer l'empilement de textes de loi, les déclarations toutes plus fracassantes les unes que les autres sur ces maux pour la société que sont la jeunesse ou encore l'immigration. Certains se chargent de nommer des boucs émissaires, pendant que d'autres sont attachés à soigner les plaies. La période qui se présente à nous, dans un contexte d'élection, devra être mise à profit pour tenter de comprendre comment on peut vivre ensemble une société dans laquelle chacun a une place reconnue.

Le bilan que je dresse apparaît donc très positif. Notre association a su démontrer qu'il était possible de concilier évolutions et convictions. Que de chemin parcouru, et que de résultats à mettre à l'actif de tous les salariés de l'APRE, de l'engagement de ses administrateurs et des relations entretenues avec l'ensemble de nos partenaires.

Soyez-en tous remerciés, et poursuivons notre chemin au service de valeurs partagées.

Le Président,

Gérard BIGOT